

J'estime que le Canada devrait montrer le chemin dans la voie de l'internationalisme, la politique canadienne qui porte le plus de fruits. Les deux tiers de la dette canadienne envers l'étranger prennent la forme d'investissements directs. Il y a peu de temps, un des économistes américains les plus éminents a affirmé que se passer des investissements étrangers aurait pour résultat de retarder la croissance du Canada, en limitant l'entrée des capitaux et provoquerait l'utilisation de nos ressources pour racheter les entreprises existantes au lieu d'en créer de nouvelles. Il en résulterait aussi une diminution correspondante de l'entrée des connaissances technologiques et du savoir faire qui accompagnent les investissements directs au lieu de créances garanties. Résultat, la créance d'investissements augmenterait et les marchés de capitaux internationaux seraient ébranlés.

Le Livre blanc sur ce sujet tiendra largement compte, j'en suis sûr, de ces lois économiques fondamentales et prendra en considération nos énormes besoins financiers.

[Français]

Honorables sénateurs, nous devons être heureux de noter que le gouvernement se propose de créer, sous la direction du ministre de l'Agriculture, une équipe spéciale chargée de préciser les objectifs dans le domaine agricole et de recommander ce qui sera nécessaire pour les mettre en œuvre.

On affirme assez généralement que, sauf pour la culture des grains dans l'Ouest, toute notre façon de traiter de l'agriculture, des techniques agricoles, de l'écoulement des produits tant au pays qu'à l'extérieur, exige d'être réexaminée d'urgence. Le drainage économique, causé par l'achat à l'étranger, d'une partie importante de notre budget canadien pour alimentation renferme tous les éléments essentiels pour développer chez-nous éventuellement d'importantes difficultés économiques.

Dans l'Est du pays le nombre de nos cultivateurs diminue à cause de la pauvreté, de la misère et du manque de facilités et d'aisance sur leur terre, alors que nos importations alimentaires canadiennes augmentent très sensiblement, malgré les prix élevés, dits hors saison, qu'ils commandent.

On a dit que le climat était la cause de tous nos maux agricoles. Personnellement, je crois que ceci ne traduit pas les réalités! Notre agriculture de l'Est du Canada, son économie, sa mise sur le marché, la recherche en ce qui concerne le marché et l'écoulement de ses produits doivent être repensés et peuvent faire l'objet de recherches scientifiques ou d'une véritable enquête afin de reprendre les positions, et assurer nos besoins par nos propres moyens.

Selon les projections prévues, la population sera de 150 millions au prochain centenaire

de notre nation. Il me semble, honorables sénateurs, que cette équipe devra remettre en discussion bien des idées qui prévalent présentement en agriculture. Je vous rappelle les déclarations récentes du D<sup>r</sup> Grindley, un des économistes agricoles les mieux connus, et qui fut, pendant de longues années, chef de la division de l'agriculture du Bureau fédéral de la statistiques:

Au début de notre deuxième centenaire comme nation, l'avenir de notre agriculture canadienne ne peut être envisagé convenablement sans réfléchir un peu sur le passé et sans noter les tendances déjà apparentes. Le mouvement de la ferme n'a pas encore été véritablement accepté et il y a plus de nuages noirs que d'arc-en-ciel dans les pronostics de long terme. Tout le mouvement de ferme continue de montrer beaucoup d'incertitude, de mécontentement et de la division. Il n'y aura aucune direction fort apparente parce qu'il n'existe pas de philosophie commune. Toute la conception de la culture de la terre devra être repensée dans sa base en face de la culture sur une grande échelle dans les régions éloignées sous un soleil bienveillant.

Nous avons assisté à la décroissance de notre population rurale de 70 p. 100 à 7 p. 100 depuis notre Confédération. Bien que chacun réalise qu'elle soit maintenant une force beaucoup plus productive qu'auparavant, nous dépendons maintenant des autres nations, dans une importante proportion, pour nos aliments. L'agriculture canadienne, surtout celle de l'Est, pourrait contribuer plus à notre expansion économique, car elle créerait de nouvelles valeurs à même notre sol sans pour cela l'épuiser. Malheureusement, elle est devenue l'un des problèmes de notre nation.

Le discours du trône nous fait part d'une nouvelle loi canadienne sur les eaux qui servira de base à l'amélioration et à l'application d'une politique hydraulique nationale contribuant à faire disparaître une bonne partie des confusions que l'on trouve présentement dans ce domaine. Il y a lieu de se réjouir que des mesures canadiennes constructives seront prises pour enrayer, en autant qu'il nous est permisible ici, ce grave fléau de la pollution des eaux. Nous assistons présentement à la tragédie du lac Érié, et à la pollution de nombreux lacs et rivières devenus de véritables dangers publics. Nous aurions aussi avantage d'inclure dans nos considérations tous les autres genres de pollution qui nous causent présentement des problèmes d'envergure.

Dans certains secteurs, l'air est vicié par des acides nocifs et des carbones déclarés préjudiciables à la santé publique, et l'eau, par conséquent, est dangereuse dans bien des en-